



DEFENDONS LES LIBERTÉS SYNDICALES !

Nous, organisations syndicales d'Île-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF et UNL, porteur d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale, condamnons les propos et les attaques d'un autre temps contre l'une d'entre nous, de ses militants et militantes, qualifiée par un ministre d'organisation syndicale dont les pratiques « ressemblent au fascisme ». Ce même ministre qui n'a pas hésité à créer – à coup de dizaines de milliers d'euros – un syndicat à sa botte et à truquer, de fait, des élections ...

Cette attaque est une étape inquiétante au regard des dispositifs législatifs qui se sont multipliés depuis ces dernières années visant à affaiblir et à discréditer le syndicalisme, d'autant plus s'il refuse d'accompagner les plans du gouvernement :

- Affaiblissement de la représentativité des salarié.es dans les entreprises avec la création des CSE ;
- Suppression pure et simple pour les organisations syndicales de pouvoir défendre les fonctionnaires face à leurs employeurs avec la loi de transformation de la Fonction publique, avec la disparition de fait des CAP et des CHS-CT ;
- Interdiction de filmer l'action des forces de l'ordre dans les manifestations contenue désormais dans le projet de loi « séparatisme » ;
- Remise en cause du droit d'organiser une manifestation dans les universités ;
- Organisation du fichage des militant.es syndicaux ;
- A cela s'ajoute, en particulier en Région parisienne la brutalité et les méthodes des forces de l'ordre décidées par un préfet de police, visant à vider les cortèges des manifestant.es pacifiques.

Et maintenant, un nouveau cran est franchi : un amendement du Sénat ouvre la voie à la dissolution d'une organisation syndicale qui aurait l'outrecuidance de s'opposer aux projets du gouvernement. Ce gouvernement qui sait mieux que nous comment nous devons nous organiser pour lutter contre ses projets qui visent à nous soumettre.

Ne nous le cachons pas, toutes ces mesures, tous ces propos, n'ont qu'un seul objectif : faire taire toute forme de contestation, contraindre des organisations syndicales à l'obéissance et mettre fin à toute forme de démocratie sociale. Au final, une parfaite définition d'un Etat qui penche dangereusement vers le fascisme n'écoulant plus que les sirènes de l'extrême droite.

Nous ne nous laisserons pas intimider ! Nous défendrons nos libertés syndicales !!

Toucher à l'UNEF, c'est toucher à chacune de nos organisations !